

SOUS LA CAMPAGNE. LE DEBAT...

Plantu, comme toujours, a fait mouche, avec son dessein du 20 Mars, peignant les affres du journaliste cherchant quelque chose d'intéressant dans les "petites phrases" des "principaux candidats". Et l'ouverture de campagne de F. Mitterrand, centrée sur la polémique (justifiée, mais guère positive) contre l'Etat-RPR, et sur l'appel, aussi abstrait que consensuel, à l'Europe, risque de ne guère avancer le "débat de société". Il faut pourtant nuancer. Si les médias cherchaient bien, ils auraient de la matière: dans les campagnes des "petits", P. Juquin et A. Waechter. Je le dis d'autant plus volontiers que ces candidatures n'entraînent pas tout à fait mon adhésion. Par leur division même, elles sous-représenteront la force d'un courant alternatif qui, chez nos voisins, pèse déjà d'un si grand poids dans les débats sur l'issue à la crise. Particulièrement intéressante est la campagne Juquin, du fait même des contradictions entre les tendances qu'elle exprime: peut-être une meilleure approche de la complexité des futures synthèses qu'implique une sortie positive de la crise, à l'orée du XXI^e siècle.

<<Sortir de la crise...>>: on n'en parle plus, comme s'il suffisait <<d'entrer dans l'Europe ! >>. L'Europe, nous y sommes. Elle marche mal. Le Grand Marché de 1992, adopté par les gouvernements sans aucun débat populaire, ne pourra qu'aggraver les difficultés, en plongeant encore plus les peuples d'Europe dans la jungle d'une concurrence dérégulée. Faisant de l'emploi

la contrainte autour de laquelle faire tourner toute politique, P. Juquin le dit avec raison: il serait criminel, pour l'idée européenne elle-même, d'accepter le Grand Marché avant d'avoir imposé un espace social européen, un espace social de sortie de la crise avec ses conventions collectives, ses horaires maximaux, sa législation sociale... Faut de celà, mieux vaut rompre avec certains carcans, comme le Système Monétaire Européen, le Franc surévalué, les taux d'intérêts prohibitifs.

Mais pour faire quoi ? Paradoxalement, c'est ici l'Europe et l'Italie du Nord qui nous montrent la voie. D'abord, une autre croissance. Non plus fondée sur l'accumulation d'investissements aussi risqués et dangereux que ruineux, comme l'industrie nucléaire. Juquin et Waechter défendent un plan de sortie du nucléaire, inspiré des travaux de l'Agence pour la Maitrise de l'Energie. L'Allemagne, l'Italie, la Suède ont déjà pris ce tournant. L'opinion française y est prête. Et nos "grands candidats" ?

La voie de l'après-crise, c'est d'abord une croissance ciblée sur l'amélioration de l'environnement, sur l'utilité sociale. Mais avec quel moteur ? P. Juquin, avec les syndicalistes de ces mêmes pays, répond: par la mobilisation des savoir faire, de l'imagination, de la qualification des travailleurs eux-mêmes. Air connu, dira-t-on: c'est celui du rapport Riboud (Modernisation: mode d'emploi), du "patronat du troisième type". Le problème, c'est qu'une telle mobilisation

n'est possible que moyennant contrepartie de la part de l'encadrement. Pas d'implication des travailleurs sans démocratie dans l'entreprise : cette révolution contre le taylorisme est la base de toute alternative progressiste au libéralisme, de l'issue positive à la crise.

Quel pourraient-être les contenus majeurs de cette contrepartie ? Juquin comme Waechter répondent: réduction massive du temps de travail, revenu garanti pour les chômeurs, emplois d'utilité sociale à but non lucratif. Il y a là, plus qu'une panoplie efficace et complète contre le chômage, un changement de fond sur le contenu de la citoyenneté (une "révolution paradigmatique" comme on dit): l'intégration à la communauté de chacun de ses membres, en contrepartie de sa contribution à la production d'utilité sociale. Il faut le dire: cela a un coût. Financer le Revenu Garanti, financer des emplois d'utilité sociale, c'est en finir avec le débat absurde sur les "prélèvements obligatoires", c'est poser en termes non-administratif la question de la solidarité. Pas seulement du côté de la dépense sociale, mais du côté de l'utilité sociale de cette dépense.

Prenons le seul exemple de la réduction du temps de travail (en nous souvenant que les forces sociales allemandes, avec tenacité, explorent déjà la zone des 36 heures). P. Juquin parle des 35 heures immédiats, de la marche aux 30 heures dans le cadre de l'espace social européen. Question incontournable: avec

ou sans maintien immédiat du salaire ? Certaines tendances maximalistes de sa campagne ont proposé les 35 heures sans diminution de salaire, avec le SMIC à 6 000 Francs. Totalement irréaliste, à mon avis. P. Juquin parle maintenant de "maintien du pouvoir d'achat pour les bas et moyen salaires" (rappelons que le salaire médian est un peu plus d'une fois et demi le SMIC). A. Waechter n'élude pas que cela implique une baisse certaine de revenus pour les salaires supérieurs, et le chiffre. J'ajouterai la nécessité d'augmenter le SMIC mensuel. Bref, pas de lutte sérieuse contre le chômage sans une remise en cause de la hiérarchie des revenus. La société est-elle prête à sacrifier le mythe des "gagneurs" à la révolution du temps libre et du plaisir de vivre ? Le mouvement de la jeunesse de l'autre hiver semble l'indiquer...

Ces petits candidats nous rappellent encore la nécessaire abolition de la dette du tiers-monde que tous les économistes sérieux et quelques banquiers admettent depuis le krach d'Octobre (premier avertissement). Mais l'échec du plan d'échange des titres mexicains montre que cela ne se fera pas sans volonté politique. Tout comme s'impose la renégociation des règles du commerce international, les accords de codéveloppements. Tout cela a encore un coût, modeste à court terme, en échange d'un ordre économique mondial plus juste et pacifique. Qui en parle, sinon les écologistes et les alternatifs ?

Bref, derrière le bruit des petites phrases, un vrai débat se mène. Au diapason d'une Europe réelle dont les "petits phraseurs" font, disent-ils, tant de cas. Si les médias cherchent des paroles nouvelles, ils les trouveront là. Sinon, laissons à Plantu le soin d'illustrer le paradoxe.

Alain LIPIETZ